

Daniel Bensaïd

Italie, le congrès de Lotta Continua

Les avatars d'un certain réalisme

Le I^{er} congrès de Lotta Continua (LC), réuni à Rome début janvier, semblait témoigner d'une double évolution, même aux yeux d'un observateur non averti. Évolution d'un mouvement, primitivement rassemblé autour du journal, vers une organisation issue d'une vague sociale de radicalisation, vers un petit parti aux contours délimités. Évolution d'un courant ultra-gauche, qui prend conscience de ses responsabilités, et commence à déployer une tactique complexe face aux organisations réformistes majoritaires dans le mouvement ouvrier.

Pour illustrer cette trajectoire, nous ne prendrons que deux exemples à nos yeux significatifs : la question de la violence et celle du travail antimilitariste.

Sur la question de la violence

L'ordonnement du congrès lui-même avait quelque chose de surprenant. Sur les six jours de débats, les quatre premiers étaient consacrés à l'amendement et au vote d'une série de thèses juxtaposées et en apparence disparates (sur le matérialisme ; sur l'anti-impérialisme ; sur l'internationale ; sur les couches moyennes ; sur l'armée ; sur l'État ; sur la tactique ; sur la question du parti et des statuts). Les deux dernières journées étaient réservées à la discussion du rapport sur la situation des luttes et le contexte politique, et à l'élection de la direction.

Les thèses visaient en fait à tirer au clair un certain nombre de points litigieux, après une lente maturation de six années conclue par ce

congrès. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le caractère symptomatique du débat sur la violence. D'autant que certains militants, parmi lesquels plusieurs délégués de Milan, semblaient assumer à ce propos le passé de l'organisation contre son évolution présente.

« L'histoire de ces dix dernières années a montré comment la revendication du droit à la violence révolutionnaire, qui a eu et conserve une valeur subjective, ne peut être prise comme discriminant stratégique et s'avère insuffisante à fonder une réelle autonomie de ligne politique. Les oscillations théoriques, les glissements, les erreurs par volontarisme et subjectivisme qui ont marqué l'histoire du mouvement révolutionnaire dans les années soixante sont le reflet de ce manque d'autonomie, qui s'est manifesté de manière générale par la sous-estimation du rôle des masses dans le domaine politique et militaire. » Le problème, dans ses lignes générales, est correctement posé : le fétichisme des formes de lutte, en particulier de la violence, est la réponse des avant-gardes naissantes et l'expression de leur impatience dans une situation où l'action propre des masses reste limitée. Le danger de substitutisme ultra-gauche qui en résulte est illustré par l'exemple de la Raf en Allemagne (la « bande à Baader ») qui a porté à l'extrême ce substitutisme dans le pays européen où le réveil et la mobilisation des masses demeurent les plus limités.

« La théorie de l'exemplarité de l'action armée, la théorie du parti comme détonateur, le fétichisme du fusil [...] sont les traits sous lesquels la déviation militariste se représente aux marges du mouvement comme phénomène d'arrière-garde. L'ignorance des contradictions internes de l'ennemi de classe, la surestimation du contrôle et de la répression révision-

nistes vont de pair avec la sous-estimation réelle de la force autonome des masses. » Nous avons nous-même effectué peu à peu ce type de corrections. L'expérience, et l'échec rapide, en France, de la Gauche prolétarienne ont largement contribué à clarifier les débats. Ils restent davantage d'actualité en Italie, du fait de l'existence des Brigades rouges et des Noyaux prolétariens armés. Si nous partageons l'appréciation générale des camarades de Lotta Continua (LC) sur l'origine des déviations militaristes (le décalage entre l'avant-garde naissante et la masse des travailleurs encore soumis aux réformistes), nous pensons qu'il faudrait encore remonter à leur source plus profonde, en particulier du point de vue des rapports de force internationaux. Car le volontarisme ultra-gauche des nouvelles avant-gardes européennes fut profondément marqué, dès l'origine, par la figure du Che, symbole même du volontarisme. Or, le volontarisme du Che, sa théorisation de l'empirisme nécessaire (« beaucoup mourront, victimes de leurs erreurs... ») ne peuvent être aujourd'hui rejetés comme les manifestations d'une simple phase infantile du mouvement révolutionnaire. Ils sont aussi inscrits dans ce qu'il appelait « ce moment illogique de l'histoire de l'humanité », où la révolution vietnamienne apparaissait si seule, si tragiquement seule et peu défendue par le prétendu « camp socialiste ». Le développement inégal de la lutte des classes à l'échelle internationale a fait de l'action exemplaire du Che et de sa dernière forme suicidaire, la guérilla bolivienne, une réplique peut-être nécessaire aux abandons réformistes.

C'est ce qui explique le pouvoir d'attraction de réponses, politiquement et stratégiquement erronées certes, mais inscrites dans ce moment illogique comme la tentative d'en briser le cercle.

Alors, volontariste et désespéré, le projet guérillero de ces années-là ? L'affaire n'est pas si simple. Debray, parlant de « léninisme pressé » un peu légèrement, constate aujourd'hui que l'assaut des avant-gardes anticipait alors sur la mobilisation des masses, en pleine période de recomposition face à l'offensive impérialiste. Pourtant, la dialectique de la révolution mondiale impose des tâches objectives qui ne peuvent être différées (défense de la révolution cubaine, soutien à la révolution vietnamienne). C'est la trahison des bureaucraties soviétiques et chinoises qui creuse le gouffre sous les pas des avant-gardes naissantes. On lit un certain désespoir dans la dernière lettre à la Tricontinentale, où le Che dénonce comme coupables ceux « qui poursuivent une guerre d'insultes et de crocs-en-jambe », au lieu de s'unir dans le soutien au Vietnam héroïque. La solitude du Che lui-même dans les montagnes boliviennes est bien le reflet de cette solitude vietnamienne. L'appel, lancé à la cantonade, à notre génération, (« créer deux, trois Vietnam »), peut paraître démesuré à l'aune de la raison politique. Mais ne fallait-il pas toute la force de ce sacrifice conscient pour que l'appel soit entendu, jusque dans les profondeurs de la jeunesse ceylanaise ? La lutte et la mort du Che sont un terrible réquisitoire contre tous ceux « qui ont hésité à faire du Vietnam une partie inviolable du territoire socialiste ».

Aujourd'hui, si la montée du prolétariat a modifié les rapports de forces, certaines caractéristiques de la situation mondiale subsistent. Les thèses de LC sur la question de la violence rencontrent peut-être là l'un de leurs points faibles. Il y est écrit que « le parti révolutionnaire n'organise pas de façon directe la classe, mais seulement sa partie avancée ; de la même manière, il n'organise pas directement l'armée prolétarienne, mais seulement

ses cadres dirigeants ». Si la remarque nous paraît nécessaire pour faire table rase de multiples confusions, son application demeure trop limitée. En effet, une partie de sa thèse consacrée au bilan de l'expérience latino-américaine fait la critique de la guérilla « comme élément externe de participation au conflit social, comme catalyseur... ». Mais la même partie salue sans aucune critique l'expérience du Mir et surtout celle du PRT-ERP argentin comme une rectification positive. Or, il serait erroné de ne voir dans l'armée populaire directement organisée par le parti que le résultat d'une confusion dans la conception du parti et de ses rapports avec les masses. Il y a bel et bien, derrière toute une vision stratégique cohérente, celle de la guerre révolutionnaire prolongée qui mêle émancipation nationale et révolution sociale, qui fait des zones libérées la base du double pouvoir, et de l'armée populaire son expression politique.

Partons d'une constatation : nombre de groupes castristes se sont baptisés de libération nationale (MLN, ELN). Dans *La Critique des armes*, Régis Debray souligne que cette réalité organisationnelle reflète le statut ambigu des pays latino-américains, caractérisés approximativement de néocoloniaux, et rangés par la Tricontinentale aux côtés des pays d'Afrique et d'Asie soumis à une dépendance coloniale directe. Or, les pays latino-américains sont politiquement indépendants même s'ils sont économiquement dépendants et si l'étroite liaison entre les oligarchies nationales faibles et l'impérialisme font de son intervention militaire directe une menace toujours présente.

C'est cette situation particulière qui alimente les confusions stratégiques dont le courant castriste s'est fait le vecteur. S'il ne l'éluce pas, Debray décrit bien la difficulté : « La

guerre révolutionnaire en Amérique latine est à cheval sur deux classicismes historiques, inconfortable vertige : mêlant certains traits de la guerre civile révolutionnaire à ceux de la guerre populaire de libération, elle doit combiner le court et le long terme, l'insurrection populaire dans les grands centres industriels (grève générale révolutionnaire) et la formation de l'armée populaire ou paysanne à la campagne, le travail au sein de l'armée établie (comme en Russie) et la construction d'une autre armée de type nouveau comme en Chine. » Éléгант façon de conjuguer les classicismes... Certes, la faiblesse des oligarchies nationales au pouvoir est telle, et leurs liens économique-militaires avec l'impérialisme si étroits, qu'on les sait et les sent directement adossées à leur protecteur yankee, ou au sous-impérialisme brésilien. Mais cette situation particulière pousse les révolutionnaires à télescoper les rythmes, à confondre les tâches, à prendre pour point de départ ce qui n'est encore qu'une probabilité à venir. Bref, à agir par anticipation. Cela aussi, Debray le saisit assez lucidement : « Au lieu d'aller du moment actuel vers son développement possible, on déduit la tactique à suivre dans le moment actuel de l'analyse de conditions stratégiques éventuelles [...]. En donnant l'intervention étrangère pour certaine, on donne pour acquis d'avance ce qui est justement à démontrer : que la guerre « populaire » est possible. » On risque ainsi d'esquiver les tâches les plus immédiates et de compromettre du même coup l'accomplissement des tâches futures. Pire, alors qu'on affirme avec le Che qu'en Amérique latine « la révolution sera socialiste ou ne sera pas », on revient à reculer à des alliances équivoques qui jettent les bases d'une étape nationaliste populaire, anti-impérialiste démocratique, comme l'illustre le soutien donné par

les Tupamaros au Frente Amplio de collaboration de classes et la politique du PRT qui, sans capituler devant le populisme péroniste, fait du PC, représentant selon lui de la petite bourgeoisie, son « allié stratégique ».

Au Chili, il semble que le Mir lui-même ait hésité entre plusieurs perspectives stratégiques (guérilla, guerre prolongée dont un coup d'État aurait donné le coup d'envoi, grève insurrectionnelle). Ce qui paraît avoir prévalu en pratique, c'est l'hypothèse d'un putsch limité qui aurait déclenché un processus de guerre prolongée. Ce qui expliquerait que ni ses mots d'ordre centraux, ni sa pratique n'aient préparé réellement, après la crise d'octobre 1972, une contre-offensive révolutionnaire débouchant sur le problème du pouvoir. Ainsi, alors que l'entrée des militaires dans le gouvernement de l'Unité populaire (UP) concrétisait aux yeux des masses la capitulation réformiste face aux manœuvres de la bourgeoisie, le développement des cordons industriels et des commandos communaux n'a pas été présenté comme l'embryon d'une structure de double pouvoir, mais comme une structure parallèle et complémentaire au gouvernement ; ainsi encore, le développement de l'autodéfense et l'organisation de milices de masse à partir des cordons et des commandos ne semble pas avoir été avancé comme une perspective centrale. De sorte qu'après le putsch avorté de juin 1973, alors même que Miguel Enriquez jugeait le moment exceptionnellement favorable à une contre-offensive révolutionnaire généralisée, les conditions n'en étaient pas préparées. Loin de tirer ces leçons, Debray se contente d'une apologie opportuniste de la politique de l'UP, conforme à ses nouvelles appartenances politiques.

En fait, face à l'arsenal militaire de la bourgeoisie, les révolutionnaires latino-américains

ont trop souvent sous-estimé les capacités de lutte et de mobilisation du prolétariat. Considérant à juste titre la guerre civile ou la guerre de libération comme probable, ils la croient déjà déclarée, alors qu'elle n'est encore que décrétée par l'avant-garde. Ce sont les masses qui déclarent la guerre au capital ; comment faire pour que, par leur expérience et leur mobilisation, elles en viennent à ce point de conscience et de détermination, c'est tout le problème. Une conquête insurrectionnelle du pouvoir au Chili, en riposte aux menées putschistes, n'aurait sûrement pas fait l'économie d'une guerre civile, mais l'aurait engagée à partir de rapports de forces incomparablement plus favorables ; il ne faut jamais oublier que la guerre de résistance au Vietnam s'appuie sur l'insurrection victorieuse de 1941 qui fonde la légitimité du nouveau pouvoir. Ce que rappelle Giap dans *Guerre du peuple, armée du peuple* : « Depuis 1939, notre parti s'est employé à préparer le peuple à l'insurrection, au soulèvement. L'insurrection triomphe en août 1945 ; bientôt, pendant neuf années de suite, le parti va diriger la longue guerre de résistance du peuple et la conduire à la victoire. »

En revanche, en mélangeant guerre à venir et guerre présente, l'avant et l'après, en rabattant le présent sur l'avenir, la tactique sur la stratégie, on évacue une notion clef du léninisme : celle de crise révolutionnaire. C'est une question que nous retrouverons plus loin à propos de la stratégie en Europe. À ne pas ouvrir les débats sur ces problèmes de fond, on risque de cantonner la polémique sur la violence et le militarisme à un niveau superficiel, en ne prenant pour cibles que les formes les plus caricaturales. Et les rechutes restent du coup possibles. C'est la première limite que nous voyons aux thèses de congrès de Lotta Continua.

La seconde, c'est le flou qu'elles maintiennent sur les tâches concrètes, une fois opérées les rectifications nécessaires. En effet, le rapport d'Adriano Soffri revient avec insistance sur les mêmes questions, en liaison avec l'analyse de la situation politique actuelle : « Nous disons que le coup d'État peut être battu, et non qu'il n'est pas possible. La différence est décisive. C'est une invitation à mettre ce problème à l'ordre du jour pour l'affronter politiquement, comme il doit l'être, avec les masses, dans le travail de masse. Le mot d'ordre général sur la mise hors la loi du Mouvement social italien (MSI) ⁴, sur l'organisation démocratique des soldats, etc., et leur articulation pratique sont les instruments d'armement politique des masses sur ce terrain. L'expérience des premiers jours de novembre, riche en leçons, a fait émerger la différence entre une façon d'affronter la possibilité du coup de force réactionnaire (en proclamant démagogiquement son impossibilité), en donnant la victoire pour certaine, et en se préoccupant de la sauvegarde et de la survie de l'organisation, et une façon offensive de l'affronter, qui fasse appel à l'action des masses, à leur conscience. »

Là encore, nous partageons la problématique générale : la lutte des classes est bel et bien une lutte ; c'est dire que l'issue n'est pas acquise d'avance, il n'y a pas d'assurance sur la victoire. S'il doit y avoir défaite, mieux vaut une défaite après avoir livré bataille, une défaite qui enrichisse l'expérience historique des masses qu'une défaite sans combat qui démoralise. Mieux vaut la Commune de Paris que l'Indonésie, l'Espagne que le Soudan, Ces généralités ont des conséquences pratiques dans la construction du parti, dans la préparation des masses. Encore une fois, l'Amérique latine nous a offert assez d'exemples de

groupes qui, pour avoir estimé la défaite inévitable, ont commencé par préparer ses lendemains, à l'écart du mouvement même des masses ; la guérilla bolivienne de Teoponte en est l'exemple extrême.

Mais ce qui ne ressort pas clairement des thèses du congrès de LC, ce sont les moyens concrets de préparer l'offensive des masses. Soffri cite deux exemples : le mot d'ordre de mise hors la loi du MSI, et celui d'organisation démocratique des soldats. C'est insuffisant ou trop peu précis. La mise hors la loi du MSI reprend, nous semble-t-il, un vieux mot d'ordre du Parti communiste italien (PCI), ni faux ni juste en lui-même. Mais si l'on ne veut pas nourrir d'illusions légalistes quant à sa prise en charge par l'État, il faut définir aussitôt les modalités concrètes de la mise hors la loi du MSI par les masses elles-mêmes, par leur action propre : comités de vigilance dans les quartiers, piquets d'autodéfense mobiles dans les usines, coordination de ces piquets ; il faut batailler dans les syndicats pour leur prise en charge unitaire ; dans certaines conditions, il faut que l'avant-garde s'affirme prête à assumer par elle-même cette autodéfense si les réformistes s'y refusent (c'est ce que nous avons fait en France le 21 juin 1973). De manière générale, l'axe de l'autodéfense ouvrière n'est pas mis en relief dans les thèses de LC comme axe de réponse au militarisme et à l'avant-gardisme. Or, il s'agit, au niveau de tension atteint en Italie, d'une question cruciale. Non seulement parce qu'elle répond à une nécessité objective, mais parce qu'elle donne cohérence à une stratégie alternative à celle de guerre prolongée ; elle donne corps à une stratégie de conquête insurrectionnelle du pouvoir qui s'appuie directement sur les organes prolétariens du double pouvoir (comités d'usine, conseils) ; elle trace la voie d'une

alliance, sous la direction du prolétariat, par le biais des comités de quartier, des comités de soutien... Que l'insurrection ne soit que le point de départ d'une guerre civile, c'est possible, mais c'est une autre affaire qui s'engage alors, répétons-le, dans un rapport de forces incomparablement plus favorable. C'est aussi dans cette perspective que le développement des comités de masse de soldats et de noyaux clandestins, conspiratifs, dans l'armée prend tout son sens.

Faute de préciser attentivement ces tâches, de les illustrer par des exemples, on risque de passer tout droit des positions militaristes à des positions militairement (sinon politiquement) spontanéistes qui, renonçant à tout rôle propre de l'avant-garde en ce domaine, finissent par rejeter sur les seuls réformistes les responsabilités en la matière. Ce n'est pas, dans les thèses du congrès, le seul symptôme d'un redressement à notre avis outrancier. Nous y reviendrons.

Sur la question de l'armée

Sur ce point, les thèses apportent une correction comparable à celle que nous avons nous-mêmes opérée... Elles défendent contre les positions de l'ultra-gauche italienne la nécessité d'affaiblir l'armée par une organisation démocratique des soldats qui entre en contradiction directe avec la structure hiérarchisée et la discipline militaires. « La lutte pour la liberté d'organisation démocratique des soldats, liée aux justes revendications matérielles, est le test d'une ligne de masse correcte dans les forces armées. » Nous sommes d'accord et c'est ce que nous avons fait, avec l'appel des 100 soldats, avec les comités de soldats, les manifestations en uniforme de Draguignan et de Karlsruhe, qui ont porté la lutte antimilitariste à un niveau jamais atteint depuis 1945, en avan-

çant enfin une perspective d'un syndicat de soldats qui soit pris en charge par l'ensemble du mouvement ouvrier. Les thèses de LC précisent encore : « Réduire l'organisation révolutionnaire dans les forces armées à sa dimension conspirative serait une grave erreur. » Nous sommes pleinement d'accord.

Et nous le sommes toujours lorsque les camarades expliquent que c'est à la classe ouvrière de se lier à la lutte des soldats, prolétaires sous l'uniforme ; que c'est aux militants ouvriers qu'il revient de s'adresser aux casernes, par tracts, journaux, prises de parole. Nous partageons cette démarche. Il nous semble seulement que son application systématique risque de souffrir « des ambiguïtés plus générales de l'orientation de LC concernant le mouvement ouvrier dans son ensemble, et l'intervention dans les syndicats en particulier.

Ce qui nous intéresse pour l'immédiat, à partir des deux exemples considérés, c'est de mettre en relief la trajectoire d'ensemble de Lotta Continua, et ses efforts pour définir une ligne de masse. Même si le cadre stratégique reste selon nous trop peu défini, et s'il en résulte des ambiguïtés qui prendront tout leur poids à propos de la politique internationale, de la question électorale, de la formule de gouvernement.

Le cadre stratégique international

Deux thèses, sur l'impérialisme et la question de l'Internationale, éclairent le cadre stratégique international de Lotta Continua. Il ne s'agit pas d'un simple décor accessoire mais bien d'un horizon stratégique qui oriente la politique concrète.

Sur l'Internationale

Cette thèse part d'une caractérisation générale du rôle historique des trois premières Internationales.

La première, c'est « l'instrument de l'affirmation théorique », de l'émergence au sein des luttes ouvrières, d'une tendance communiste internationaliste. Son rôle se limite à l'affirmation de la stratégie, « indépendamment des nécessités de la tactique ».

La II^e Internationale « naît sous le signe d'une conception qui substitue à la théorie de la classe ouvrière la théorie de la force productive et des étapes, d'où découlent les tâches du prolétariat. Dans la théorie des forces productives, il y avait les prémisses de la séparation entre lutte politique et lutte économique, entre programme minimum et programme maximum, entre les tâches quotidiennes et la lutte finale ». De plus, la II^e Internationale apparaît comme l'expression d'un « secteur limité » du prolétariat, à l'exclusion de la masse « déqualifiée et inorganisée ».

Enfin, la III^e Internationale apparaît comme l'instrument de l'insurrection imminente, dans une Europe stratégiquement unifiée à travers la Première Guerre mondiale. Les masses risquent de se lancer prématurément à l'assaut, sans direction ni programme, comme l'ont montré les événements de janvier 1919 à Berlin. « Dans le cadre de cette hypothèse, l'Internationale communiste naît comme parti mondial de l'insurrection, comme tactique de la guerre civile, à travers une rupture violente avec la social-démocratie, tout en conservant sa matrice théorique. »

Ce découpage débouche sur deux conclusions. La première, c'est que les conditions d'une nouvelle Internationale ne sont pas réunies. La seconde, c'est que seule la Chine populaire brise la continuité théorique, économiste,

fondée sur la théorie des forces productives, qui lie la III^e Internationale à la seconde.

Considérons d'abord cette seconde conclusion. Elle n'est pas propre à Lotta Continua, et elle a valeur d'esquive. Dans sa *Réponse à John Lewis*, Althusser parle de « revanche posthume » de la II^e Internationale à propos de la déviation économiste qui se serait emparée de la III^e. Dans *Fascisme et dictature*, Nicos Poulantzas fait à son tour de cette déviation la matrice de la dégénérescence de l'URSS. Pour lui, c'est « la ligne générale suivie par le Komintern », économiste, qui constitue « la brèche » par laquelle passe « la reconstitution d'une bourgeoisie soviétique ». Nous lui avons répondu à ce sujet (*cf.* « Poulantzas ou la politique de l'ambiguïté », in *Critique de l'Économie politique* n° 10-11).

En fait, cette argumentation lui permet, comme à Poulantzas, comme à Althusser, d'esquiver l'analyse concrète du stalinisme, réduit à l'état de sous-produit d'une « déviation théorique ». Et à mieux blanchir la direction chinoise. Passons rapidement sur les relents idéalistes d'une telle démarche. « Les camarades expliquent que le Komintern hérite des limites stratégiques qui avaient permis, au sein de la II^e Internationale, la coexistence entre réformistes et révolutionnaires. Ils soulignent la séparation entre lutte politique et lutte économique, les tiraillements de la tactique entre les deux pôles, et l'oscillation toujours plus dramatique des directives tactiques imposées par le Komintern aux sections nationales, qui furent les premiers symptômes d'une involution qui conduisit à assumer la défense de l'URSS comme discriminant stratégique face à la social-démocratie et à la lente conversion de l'Internationale en instrument de la politique extérieure de Staline ».

Notons tout de suite que parler de « lente conversion » permet de glisser sur les séquences, les cassures historiques qui sont celles d'une contre-révolution bureaucratique, où des forces sociales, classes et couches sont impliquées. Où est le saut dans cette lente conversion, qui fait basculer la politique stalinienne du côté de la contre-révolution ? La question n'est pas secondaire, à moins de vouloir diluer les responsabilités politiques, les affrontements de lignes, les alternatives exprimées dès l'origine du processus, et d'autant plus importantes à nos yeux qu'elles sont la preuve vivante, et non *a posteriori*, que le stalinisme n'était pas absolument inévitable.

Nous ne pouvons que répéter à ce propos des critiques déjà adressées à Althusser (*cf. Contre Althusser*, Éditions 10-18). « Faire remonter l'analyse du stalinisme à une déviation théorique, commune aux II^e et III^e Internationales, vise à donner l'impression d'aller au fond des choses, la critique théorique étant supposée par les intellectuels toujours plus radicale que la critique politico-historique. » Déviation par rapport à quoi ? À quelle norme ? Déviation seulement cette défiguration du socialisme, cette orientation conservatrice et réactionnaire du mouvement ouvrier qui a à son actif l'écrasement du PC chinois en 1926, l'abandon de l'Espagne et la liquidation du Poum, les procès de Moscou, la trahison de la révolution grecque, l'écrasement de Budapest et l'intervention blindée à Prague ? Après avoir entrebâillé quelques portes et reculé devant les espaces vertigineux qu'elles découvrent, il reste ceci du bavardage althussérien : que le stalinisme est une déviation fondamentalement théorique. Voilà qui éclaire utilement quarante ans d'histoire du mouvement ouvrier (*Contre Althusser*, p. 299.) Si nous reprenons ces textes, c'est pour bien montrer les lignes

souterraines de front dans le débat théorique, lignes qui ne peuvent pas rester sans conséquences politiques.

Ainsi, la simplification théoriciste de l'analyse du stalinisme conduit, pour LC comme pour Althusser, à une mise en valeur de la direction chinoise : « En Chine, l'autonomie de la direction du processus révolutionnaire s'est fondée de façon toujours plus claire sur la récupération d'une autonomie stratégique par rapport aux traditions «tercer-internationalistes», à partir du rejet de la théorie des forces productives et de l'affirmation du primat du politique sur l'économique, qui a conduit à approfondir, même après la prise du pouvoir, le lien du parti avec les masses et le caractère décisif de l'intervention des masses dans les contradictions au sein du parti et de l'État. Le refus du PC chinois de s'ériger en centre organisateur d'une nouvelle Internationale ne peut être sans rapport avec le caractère de la révolution chinoise ; refus qui, loin de représenter le symptôme d'une déviation nationaliste, ne vise pas à freiner mais au contraire à favoriser le développement de la révolution dans le monde. »

Pour Althusser aussi, la « seule critique historique de gauche de la déviation stalinienne, c'est la critique silencieuse, mais en actes de la révolution chinoise, une critique de loin, critique à la cantonade ». Althusser n'aime pas le corps à corps ; pour sauver les derniers meubles du stalinisme, il en vient à l'apologie de la politique masquée. Le temps est loin, pour lui, où seule la vérité était révolutionnaire...

Mais revenons-en au rôle que peut remplir, pour les camarades de Lotta Continua, la référence à la Chine. Que la direction chinoise ait dû, pour prendre le pouvoir, briser les schémas de l'Internationale stalinisée, en particulier celui de la révolution par étapes, nous en sommes depuis longtemps convaincus, et que

cette transgression soit déjà perceptible en 1937-1938-1939 dans les textes de Mao sur la démocratie nouvelle, nous en sommes conscients. De même, nous savons qu'il ne s'agissait pas seulement de limites théoriques à franchir, mais d'embûches et d'obstacles matériels, diplomatiques, politiques, multipliés par Staline entre 1945 et 1949, dans le dos du PC chinois. Nous savons aussi que les tentatives des communes populaires et du Grand Bond constituent une recherche à tâtons d'une autre voie pour l'édification socialiste après le traumatisme du XX^e congrès du PCUS et des soulèvements hongrois et polonais ; à mettre en parallèle avec l'autocritique de la collectivisation agraire au Nord-Vietnam impulsée par Giap contre Truong-Chin après les émeutes du Nghe Anh en 1956.

Mais cette tentative pour résoudre les contradictions de l'édification socialiste dans une économie qui reste mondialement dominée par l'impérialisme reste limitée et empirique si elle ne s'engage pas dans deux directions : l'approfondissement de la démocratie ouvrière de masse, condition de l'élaboration du plan, et l'avancée de la révolution mondiale au sein des métropoles impérialistes mêmes. Sur ces deux points, la révolution chinoise n'a pas apporté de réponses décisives. Tant le caractère secret des affrontements au sommet, illustré par l'épisode Lin Piao, que la codification même des structures de pouvoir le prouvent quant au premier point. Les statuts adoptés par le X^e congrès du Parti communiste chinois (PCC) et le texte de la constitution révisée ne s'approchent en rien de la démocratie directe et du modèle de la Commune de Paris, vanté en 1967. Les statuts confirment la direction du parti sur les assemblées, les organes d'État, les organisations ouvrières... La constitution précise : « Le Parti communiste chinois est le noyau dirigeant

du peuple chinois tout entier. Le marxisme, le léninisme, la pensée de Mao Tse-toung constituent le fondement théorique sur lequel l'État guide sa pensée. Le droit et le devoir de tous les citoyens c'est d'être pour la direction du Parti communiste chinois, pour le régime socialiste, et de se conformer aux lois et à la constitution de la République populaire de Chine. » Nous sommes loin de la souveraineté des soviets, et beaucoup plus proches de la constitution de 1936, dite la plus démocratique du monde, qui consacrait en URSS le triomphe du stalinisme, constitution qui déléguaient « tout le pouvoir au parti ».

Quant au développement de la révolution mondiale, la diplomatie du ping-pong, le soutien aux régimes du Soudan, d'Iran, du Sri Lanka, du Pakistan, au FNLA angolais et, pour finir, les thèses exposées par Teng Hsiao-Ping à l'ONU, sans parler de la défense récente de la présence américaine en Thaïlande contre « l'ennemi principal soviétique », ne nous semblent guère aller dans ce sens.

Ce qui nous intéresse de remarquer pour l'heure, c'est qu'une critique en sourdine du stalinisme ramené à une déviation théorique débouche sur un soutien bien peu critique à la direction chinoise. Et que, curieusement, ce soutien est parfaitement récupérable et digérable par la direction révisionniste de certains PC, parce qu'il ne remet pas en cause les fondements stratégiques de leur politique (construction du socialisme dans un seul pays, coexistence pacifique).

Nous ne nous dissimulons pas qu'il existe un débat ouvert sur le léninisme, que si les rapports entre partis d'avant-garde et masses demeurent inchangés dans leur principe, ils ne peuvent le rester dans leur forme, compte tenu des transformations profondes du prolétariat lui-même.

Au demeurant, ce débat n'est au mieux qu'une redécouverte, à la lumière d'éléments nouveaux, des vieilles polémiques du jeune Trotski, de Rosa Luxemburg et des conseillistes allemands contre Lénine. Mais ce débat serait bien mal engagé et tournerait court s'il devait aboutir à un escamotage fondamental. Oui, il y a des éléments de continuité entre la II^e et la III^e Internationales ; la cohabitation en son sein de Lénine et Kautsky, leur commerce théorique, l'aveuglement relatif du premier jusqu'à la célèbre capitulation du 4 août 1914, et son incrédulité alors même face à la trahison du second, sont l'indice de problèmes réels. Mais ils ne peuvent en rien donner prétexte à minimiser la rupture profonde entre la II^e Internationale et l'IC.

Si l'IC se présente comme l'instrument, révolutionnaire pour l'époque, des guerres et des révolutions, elle se caractérise alors plus par le volontarisme que par l'économisme ; que l'on relise à ce propos les premiers congrès de l'IC (en particulier sur la question syndicale), ou le petit *Lénine* de Lukacs... Il serait trop simple et bien faussement dialectique de répondre qu'économisme et subjectivisme sont les deux revers d'une même médaille. Car la stratégie de l'IC s'appuie alors sur l'expérience d'édification socialiste la plus formidable et la plus inédite, sur les tentatives elles aussi marquées de volontarisme, « de transformation du mode de vie » qui montrent, à qui veut bien s'y pencher, qu'en la matière, le maoïsme n'a pas la palme de l'originalité ; et tout ceci dans des conditions désastreuses de guerre civile, de misère économique et culturelle.

Décidément, qu'on le veuille ou non, le débat repasse toujours par la question du stalinisme qu'on ne peut éviter de prendre à bras-le-corps. Faute de quoi on retombe inévitablement dans les argumentations superficielles. Ainsi, se

tournant vers la direction chinoise, les camarades de LC doivent expliquer que le véritable internationalisme, de nos jours, consiste à ne pas construire d'Internationale, parce qu'aucune des conditions de 1919 ne se répéterait aujourd'hui ; parce que le champ stratégique ne serait pas unifié, comme il l'était à l'échelle de l'Europe, par une montée révolutionnaire généralisée et une insurrection imminente au sortir de la guerre ; la situation serait plus différenciée, fragmentée, complexe.

Raison de plus selon nous pour maintenir le principe d'une Internationale, aussi nécessaire que le parti lui-même, aussi stratégiquement indispensable. Sa nécessité ne découle pas de l'homogénéité conjoncturelle de la situation politique, elle répond à l'existence d'un système impérialiste mondial, à l'interpénétration des capitaux, à la définition d'une stratégie impérialiste internationale, à la coordination et à la centralisation des instruments policiers et militaires de la contre-révolution. Sa nécessité est encore renforcée par l'existence d'un système bureaucratique qui usurpe et défigure l'idée du socialisme, et qui joue un rôle contre-révolutionnaire actif, sous prétexte de coexistence pacifique. Tout ceci rend indispensable une élaboration théorique et stratégique commune, un front unifié des forces révolutionnaires. Faute de quoi, à un moment ou à un autre, des dérapages politiques de taille sont inévitables.

L'anti-impérialisme et le rôle de la Chine

Au cours du congrès de LC, nous avons assisté au rapport de la commission sur la question de l'impérialisme, fait par le camarade Bobbio. Les thèses traitent des rapports entre les États-Unis et l'URSS, mais le débat en commission s'est centré sur la politique extérieure de la Chine. Il a donné lieu à un amendement, adopté,

dont nous n'avons pu garder le texte exact, mais qui nous paraît très important.

En ce qui concerne les premiers points, remarquons d'abord que les États-Unis sont définis comme « la principale et plus forte puissance impérialiste du monde, c'est-à-dire comme l'ennemi n° 1 des peuples, des prolétaires, et de la révolution ; dans le monde entier ». Ce qui ne coïncide pas exactement avec la position chinoise qui fait de l'URSS l'ennemi n° 1.

Notons ensuite que la caractérisation de l'URSS, telle qu'elle est exprimée dans les thèses de LC, ouvre tout le débat sur la nature de l'URSS que nous ne reprendrons pas ici : « Face aux États-Unis, il y a une autre puissance impérialiste, l'URSS. La forme spécifique qu'a prise en URSS le processus d'accumulation (le capitalisme d'État) et les caractéristiques de son expansionnisme mondial (ce que les camarades chinois appellent hégémonie) n'ont pas altéré les traits fondamentaux du système social de l'URSS : il s'agit d'un système fondé sur la production des marchandises, sur l'exploitation du travail salarié, et l'accumulation du capital. »

À cette caractérisation sans rigueur conceptuelle, fondée sur des analogies superficielles, viennent s'ajouter des considérations plus nuancées ; ainsi, le texte souligne que, si l'ouvrier soviétique a été rapidement exproprié du pouvoir politique, il « reste l'héritier d'une grande révolution prolétarienne », ce qui limite les possibilités d'élever le taux d'exploitation ou d'étendre le chômage.

En quoi consiste cet héritage ? C'est tout le problème, car s'il ne s'était agi que d'un héritage moral, non cristallisé dans des rapports sociaux, il y a tout lieu de penser qu'il serait depuis longtemps dilapidé... Mais le texte ne va pas assez loin, au-delà de considérations

quelque peu contradictoires, jusqu'à l'énoncé des tâches programmatiques de la révolution politique en URSS, pour que l'on puisse mesurer les conséquences concrètes des divergences d'analyse.

Sans sous-estimer l'importance de ce débat (nous lui avons consacré un numéro double de *Critique de l'économie politique*, n° 7-8), revenons au problème de la politique extérieure de la Chine.

Le constat fait par le rapporteur de la commission et le sens de l'amendement adopté partent de l'idée que, dans sa ligne générale, la politique extérieure chinoise vise à affaiblir l'impérialisme. En sont citées pour preuves les positions de la Chine sur la question des eaux territoriales, de la démographie, alors que la somme de ses positions de politique concrète (Soudan, Pakistan, Iran, Ceylan et même Chili) sont passées sous silence. Si la ligne générale est jugée positive, on en déduit qu'elle mérite soutien, au prix de certaines contradictions, évoquées à la tribune du congrès, en particulier à propos de l'Europe.

Conformément à l'orientation générale définie par Teng Hsiao-Ping, Chou En-Lai a repris, dans son rapport à l'Assemblée nationale, le thème du soutien à l'Europe face à l'Union soviétique : « États-Unis et URSS portent leur rivalité dans tous les points du globe, et le point clef de cette rivalité, c'est l'Europe ; le social-impérialisme soviétique fait du vacarme à l'Est tout en attaquant à l'Ouest. » Il avait déjà déclaré, en accueillant Pompidou à Pékin : « Nous appuyons les peuples européens qui s'unissent pour préserver leur souveraineté et leur indépendance et nous sommes en faveur, de ce point de vue, de la cause de l'unité européenne qui, si elle est menée à bien, contribuera à l'amélioration de la situation en Europe et dans le monde. »

Chou En-Lai introduit là une confusion déliée entre gouvernements bourgeois et peuples (il récidive d'ailleurs dans son discours de janvier dernier à l'Assemblée nationale en expliquant que les contacts entre les deux « peuples, chinois et américain, se sont développés au cours des trois dernières années »).

On sait que cette stratégie internationale chinoise a conduit les groupes maoïstes orthodoxes, comme le PCMLF en France, à dénoncer le travail antimilitariste comme une atteinte à la défense nationale, face à l'ennemi principal soviétique, et à soutenir l'unité des bourgeoisies européennes.

Les camarades de Lotta Continua constatent qu'il y a là une contradiction entre leur orientation et la politique chinoise, sur la question particulière de l'Europe. Ils en concluent qu'ils devront rendre compte, mais sans commentaires dans leur presse, de cet aspect de la politique chinoise, en y juxtaposant leurs positions. C'est ce que nous appelons un compromis sur des questions principielles.

Toutefois, l'approbation de la politique extérieure chinoise ne reste pas sans conséquences sur l'orientation même de Lotta Continua. Elle éclaire logiquement l'importance donnée dans les thèses du congrès au thème de l'indépendance nationale. Nous touchons là à l'un des points centraux qui met en lumière nos divergences.

À propos de l'indépendance nationale et de la « souveraineté » nationale

La thèse sur la question de l'impérialisme souligne qu'« à notre époque, la bourgeoisie capitaliste n'est pas en état de promouvoir de façon cohérente (conséquente) une lutte pour l'indépendance nationale ». Et la thèse sur l'Internationale reprend : « Dans cette perspective, l'exigence de l'indépendance et de la souveraineté

nationale, que la bourgeoisie a cessé de représenter pour se faire l'agent plus ou moins direct de l'impérialisme, n'est pas une exigence dépassée : il est juste au contraire d'affirmer que, plus que jamais, seul le prolétariat en armes peut soutenir la souveraineté et l'indépendance nationales. »

Cette orientation générale est justifiée par la place particulière de l'Italie dans le déploiement des rapports de force internationaux. Il est en effet souligné que, face aux menaces de guerre au Moyen-Orient, et surtout depuis la crise des rapports entre la Grèce et l'Otan, l'Italie constitue « un avant-poste de la présence militaire américaine », ou encore un pays « frontière au double sens du terme, territorial et de classe ».

On vérifie là que toute l'argumentation sur l'inutilité actuelle d'une Internationale trouve d'étranges prolongements. Lutter contre la présence militaire américaine, contre les alliances atlantiques, n'implique pas de le faire au nom de l'indépendance nationale... Même si les camarades, à la différence des réformistes, font du prolétariat en armes le seul défenseur de cette indépendance, ils mettent le petit doigt dans une voie qui fut et demeure l'axe politique des réformistes en Europe.

C'est au nom de l'indépendance nationale que ceux-ci justifient l'alliance et la collaboration de classes avec les secteurs non monopolistes et patriotiques de la bourgeoisie ; au nom de l'indépendance et de la souveraineté nationales, qu'ils demandent à la classe ouvrière de modérer ses revendications pour ne pas handicaper l'industrie nationale, ou le secteur public, ou encore les entreprises nationalisées qui doivent être un modèle d'efficacité.

Il est plus que périlleux de tendre la perche à de tels développements. D'autant qu'il n'est pas démontré qu'une version « révolutionnaire »

de la «souveraineté nationale» soit aujourd'hui possible...

Que l'on considère l'exemple du Portugal. La lutte contre l'Otan, pour l'expulsion des bases américaines, pour le contrôle ouvrier sur les mouvements de capitaux, pour l'expropriation des entreprises étrangères, pour l'épuration de l'armée et de l'administration, sont des tâches tout à fait concrètes. Elles débouchent sur le rejet des alliances conclues, sur le rejet de l'alliance atlantique. Mais l'alliance atlantique ne peut être rejetée au nom de la seule souveraineté nationale.

La lutte contre l'Otan, contre l'impérialisme, ne passera pas par une alliance de collaboration de classes avec la moyenne bourgeoisie nationale, mais par l'internationalisation de la lutte de classes la plus résolue, contre les trusts multinationaux et la CIA, par un renforcement des liens entre les différents prolétariats européens.

Nous disons qu'il faut d'abord mettre l'accent sur ce point : l'internationalisation de la répression bourgeoise et ses instruments (pactes militaires, coopération policière). Il faut y répondre par un renforcement de l'internationalisme prolétarien. La crise actuelle du capitalisme européen ne doit pas déboucher sur la défense, pays par pays, de l'intérêt national dont tirent prétexte les réformistes pour justifier leur collaboration avec la bourgeoisie qualifiée par eux de non monopoliste. L'interpénétration du capital européen, le ciment que peuvent constituer les travailleurs immigrés, la lutte commune contre l'Otan et le Pacte atlantique doivent au contraire mettre à l'ordre du jour l'Europe rouge des travailleurs, les États-Unis socialistes d'Europe.

Les manifestants de Mai 68 en France criaient déjà : « Les frontières, on s'en fout ! » La situation actuelle doit inciter les avant-

gardes révolutionnaires à dépasser la coopération conjoncturelle et à centraliser leur élaboration et leur action.

L'accent mis sur le cadre stratégique continental ou sur la défense de la souveraineté nationale éclaire deux perspectives de lutte, deux orientations distinctes. Pour nous, le choix que LC porte sur la défense de la souveraineté nationale fait système avec son refus de la nécessité d'une nouvelle Internationale et avec son soutien à la politique extérieure de la Chine.

Avant d'en venir aux problèmes d'orientation en Italie même, nous citerons encore un passage de la thèse sur la question de l'impérialisme qui montre bien comment l'importance donnée à l'indépendance nationale risque toujours de réintroduire une perspective d'alliance interclassiste et d'étape intermédiaire (« démocratie nouvelle ou avancée) entre capitalisme et socialisme : « La revendication de la neutralité et de l'indépendance nationales, comme débouché nécessaire d'une lutte contre l'Otan et la dépendance de l'Italie envers les États-Unis, n'est pas seulement un mot d'ordre juste, c'est une perspective réelle qui trouve un vaste terrain de convergence dans les processus sociaux politiques en cours dans d'autres pays de la Méditerranée : la Yougoslavie, l'Albanie, la Grèce, Chypre, l'Algérie, le Portugal. »

Il est ici question, non seulement d'indépendance, mais de neutralité nationale, comme point de convergence entre des processus en cours dans des pays à systèmes sociaux différents. Une telle perspective affirmée, non seulement comme une médiation « pédagogique », de dénonciation anti-impérialiste, mais comme « perspective réelle », entre de plain-pied dans la stratégie des trois mondes définie par Teng Hsiao-Ping, qui donne le premier rôle au front diplomatique au détriment du front de classe.

La notion de crise « prolongée » et ses conséquences

Le rapport du camarade Soffri au congrès sur la « tendance du mouvement de lutte » réaffirme un point de départ que nous partageons. Il rejette toute idée d'un reflux durable du mouvement de masse qui justifierait un retour à l'avant-gardisme, au substitutisme, en particulier à propos de la violence. La classe ouvrière italienne traverse selon lui une phase de maturation et de perplexité quant à l'issue politique de ses luttes ; mais il ne faudrait pas en conclure à un recul de sa combativité : « Ce serait une irrémédiable erreur que de voir dans ce retour de la lutte à l'initiative de là-bas, à une diversification de ses objectifs et de ses formes, un recul par rapport à la tendance dominante de ces dernières années. » Il en prend pour preuve le fait que, pendant les manifestations du 4 décembre 1974, les slogans, largement repris par les travailleurs, posaient la question du pouvoir : « Le pouvoir à qui travaille, tout de suite ! Le pouvoir doit être ouvrier ! »

Mais dans l'approche concrète des perspectives, on retrouve chez les camarades de Lotta Continua le reflet de leur problématique d'ensemble. Leur congrès a ainsi le mérite de donner une expression réellement systématique à leur démarche.

Tout d'abord, l'analyse du « primat du politique » se retrouve dans l'analyse de la crise qui est développée. La bataille contre l'économisme trouve ses prolongements dans l'affirmation selon laquelle « la force du prolétariat tend toujours davantage à s'exprimer de façon relativement autonome par rapport aux conditions objectives. Toute conception économiste qui ferait dépendre de façon automatique les

mouvements de la classe ouvrière des variations du cycle capitaliste serait toujours plus démentie par les faits» (thèse sur l'Internationale). Toute la ruse d'une telle formule réside dans l'emploi de l'adjectif «automatique» qui suggère et dépiste immédiatement son matérialisme vulgaire. Face à une telle accusation, n'importe qui, y compris nous-même, se défendra vigoureusement : nous ne faisons pas dépendre de façon automatique... Mais le problème n'est en rien réglé pour autant. Affirmer que la période d'expansion et d'accumulation effrénées du Capital depuis trente ans débouche sur une crise généralisée sans précédent des rapports sociaux est une chose (mais n'est-ce pas aussi reconnaître l'ampleur de cette crise comme l'aboutissement d'un cycle «long», consécutif à la Seconde Guerre mondiale?).

Affirmer l'autonomie plus que «relative» de cette crise par rapport au cycle capitaliste en est une autre... Cette affirmation illustre en effet une tendance plus générale au subjectivisme déjà manifeste dans la thèse sur l'Internationale. Mais il ne s'agirait que d'une querelle idéologique de seconde importance, si elle n'occupait une fonction précise dans la problématique stratégique des camarades. En effet, ils ramènent la contradiction du mode de production capitaliste à la contradiction qui dresserait le prolétariat face au système. Le prolétariat, dans la thèse sur le matérialisme, est défini comme la principale, sinon la seule force productive : «La principale force productive, à laquelle se ramènent en dernière instance toutes les autres, est constituée par le prolétariat, par sa croissance numérique et qualitative, par ses intérêts de classe qui s'enracinent dans ses tâches matérielles, c'est-à-dire dans les conditions historiques de son existence.» On comprend qu'une pareille thèse permette de simplifier à outrance les contradictions sociales

d'une économie de transition, comme nous l'avions entrevu dans la position sur la Chine et dans la définition théorique de la déviation stalinienne ; et qu'elle aille dans le sens du volontarisme maoïste selon lequel l'homme est une feuille blanche où l'on peut tout écrire. La lutte contre l'économisme, menée avec cet acharnement, nous conduit en lisière de l'idéalisme. Il serait par ailleurs difficile de ne voir qu'un concours de circonstances dans le fait que les grèves belges de 1960-1961 aient éclaté juste au sortir d'une récession, en période de recollage économique, tout comme la grève générale de Mai 68 au sortir de la récession européenne et surtout allemande de 1967...

La démarche de LC aboutit à une série de conséquences politiques tout à fait concrètes. Elle conduit d'abord à dissoudre la notion léniniste de crise révolutionnaire dans celle de «crise prolongée» (exprimant la crise permanente, relativement autonome, des rapports sociaux). Et cette crise prolongée donne le temps nécessaire pour que s'affirme, progressivement, «l'autonomie ouvrière», résultat direct de la croissance numérique et qualitative du prolétariat, seule force productive (paradoxalement, n'est-ce pas là le glissement réel dans le mécanisme du matérialisme vulgaire?...). L'idée de crise prolongée, de croissance de l'autonomie ouvrière, en dehors de l'emprise réformiste, introduit un vocabulaire évolutionniste qui risque de nous ramener à une stratégie étapiste et gradualiste de conquête du pouvoir. Danger qui n'a rien d'hypothétique, comme nous allons le voir.

Front unique, débordement, étapisme

Nous retrouvons cette question traitée de façon assez systématique dans la thèse «sur la question de la tactique». Cette thèse s'efforce de bien circonscrire son sujet : «Nous soulignons le

caractère stratégique du contenu de l'autonomie ouvrière, de la négation réelle du travail salarié, de l'unification du prolétariat sous direction ouvrière [...]. Nous retenons que, dans sa forme générale, la question de la tactique a pour centre le rapport entre l'autonomie ouvrière de classe et l'organisation majoritaire de la classe.» Et plus loin : «Qu'est-ce que la tactique ? C'est la façon dont nous pensons possible de conquérir la direction révolutionnaire de la majorité du prolétariat.»

Le problème posé est bien celui que rencontre de nos jours toute organisation révolutionnaire : comment forger l'indépendance et l'unité de classe du prolétariat, sur la base de ses intérêts historiques, révolutionnaires, alors qu'il reste dans sa majorité soumis à des directions réformistes de collaboration et de capitulation ? Comment arracher les masses à leurs directions actuelles, comment gagner leur confiance ?

Toute réponse à ces questions suppose une certaine analyse du réformisme, et une certaine analyse du développement de la conscience de classe. Nos propres réponses partent en particulier de l'idée que le réformisme, social-démocrate ou stalinien, ne se réduit pas à une invention démoniaque de la bourgeoisie pour manipuler le prolétariat, mais qu'il est d'abord un produit de la lutte quotidienne des travailleurs, qu'il exprime la conscience spontanée des masses aliénées par le travail salarié, dépossédées de leurs moyens de travail et du produit de leur travail, incapables de se hausser à une vision qui aille au-delà du système social qui les exploite. L'idée développée dans le Manifeste communiste, selon laquelle le prolétariat est une classe économiquement, politiquement et idéologiquement dominée, débouche directement sur la question stratégique centrale de la formation

de la conscience de classe révolutionnaire, de la conquête de l'unité et de l'indépendance de classe face à la bourgeoisie. La bourgeoisie tire d'abord son pouvoir économique, puis son hégémonie culturelle, de l'appropriation des moyens de production et de la généralisation de l'échange dans le cadre d'un marché qui s'unifie. Sa conquête du pouvoir politique n'est que l'aboutissement d'un processus longuement mûri. Pour le prolétariat, au contraire, la conquête du pouvoir politique est un commencement, elle est la clef de son émancipation économique et culturelle. Il y a là une contradiction évidente, dans laquelle s'enracine le réformisme : comment une classe dépouillée et déshéritée peut-elle se hisser à la hauteur de cette tâche et prendre dans ses mains l'organisation de toute société ?

Bien sûr, c'est sur la base de son expérience propre, de ses luttes, de son organisation que naît et se forme la conscience de classe, que se développe la tendance à l'auto-émancipation des travailleurs que les camarades de LC appellent l'affirmation de l'autonomie ouvrière à un niveau stratégique. Mais quand nous passons sur le terrain de la tactique, de l'organisation concrète du mouvement ouvrier, notre réponse à la question centrale de la conquête de la majorité de la classe tourne autour de deux idées : celle du front unique de classe et celle de crise révolutionnaire.

Le Front unique

Nous ne partons pas d'une classe ouvrière vierge, mais d'une classe ouvrière déjà organisée majoritairement par les partis réformistes, déjà organisationnellement divisée en fonction de divers projets stratégiques, pire encore, consolidée, cristallisée dans ses divisions par le réseau d'alliances internationales, par l'influence d'appareils d'États constitués. Mais

dans l'existence et la pratique sociale du prolétariat s'enracine une profonde aspiration unitaire. C'est sur cette aspiration que nous prenons appui pour la faire entrer en contradiction avec la politique des directions réformistes, en mettant en avant les mots d'ordre et les formes d'organisation qui tendent à l'unification de la classe : augmentations égales pour tous, échelle mobile des salaires et des heures de travail, unification syndicale et assemblées générales souveraines, etc. Parce que cette unification renforce la confiance en soi de la classe ouvrière. Mais pour mettre à nu les contradictions des directions réformistes, il ne suffit pas de développer ces mots d'ordre et propositions d'action en cherchant à déboucher les militants qui leur font confiance.

Il faut proposer à ces directions réformistes elles-mêmes l'unité d'action sur des bases de lutte de classe, d'indépendance de classe. C'est ce que nous appelons une problématique de front unique, opposée aux fronts de collaboration de classes (« union de la gauche », « compromis historique » « junte démocratique ») avancés par les réformistes. Que cette perspective puisse se traduire par une tactique systématique d'unité d'action, de la base au sommet, dépend du rapport de forces : une organisation révolutionnaire trop faible qui voudrait pratiquer une telle tactique, sans pouvoir en imposer les fondements, serait réduite au suivisme, à l'opportunisme du groupe de pression impuissant sur les directions réformistes. Mais, même lorsqu'il n'est pas possible de systématiser de façon permanente une telle tactique, il est possible, sur des sujets ou terrains où le rapport de forces est le plus favorable, d'en tracer la perspective en imposant ou proposant l'unité d'action, comme nous l'avons fait dans certaines mobilisations de la jeunesse, dans certaines luttes antimilitaristes, anti-

impérialistes, ou autour de certaines grèves ouvrières (marche sur Lip). Tout ceci pour résumer grossièrement notre démarche quant au problème de la tactique.

La crise révolutionnaire

D'autre part, nous ne pensons pas que l'indépendance ou l'autonomie de classe puisse s'affirmer petit à petit, graduellement, au fil des expériences accumulées. L'idéologie dominante s'enracine dans les rapports de production capitalistes et, aussi longtemps que ceux-ci ne sont pas brisés, elle reprend vigueur dans les rangs mêmes du prolétariat. Ceux qui ont cru qu'après 68, le niveau de conscience atteint dans la grève générale de Mai resterait un point de départ pour les luttes futures se sont lourdement trompés. La société bourgeoise a su récupérer, reprendre du terrain, parce qu'elle avait préservé l'essentiel : le pouvoir politique et les rapports d'exploitation capitalistes. C'est pourquoi nous continuons à penser que les masses n'échappent, dans leur majorité, à l'idéologie dominante et à la soumission que dans une période de crise qui les métamorphose. On voit comment les travailleurs d'une usine en grève échappent temporairement au despotisme de l'usine, peuvent puiser en eux de nouvelles ressources, de nouvelles audaces. C'est cette métamorphose qui se reproduit à une échelle de masse en période de crise révolutionnaire ou prérévolutionnaire, quand se déchire le tissu de la société bourgeoise. Nous nous référons à ce propos aux textes de Lénine dans *La Faillite de la II^e Internationale*, à ceux de Trotski dans *L'Histoire de la Révolution russe*. La notion de crise révolutionnaire est pour nous un concept stratégique qui répond à la forme de domination subie par le prolétariat et aux conditions de la conquête du pouvoir par les producteurs associés.

Il nous semble que, n'utilisant ni l'une ni l'autre de ces deux clefs, les camarades de LC mélangent deux idées. Ils expliquent qu'«un passage progressif de la majorité du prolétariat des rangs du PCI à ceux du parti révolutionnaire est totalement improbable». Ce qui est vrai. Il faut en tirer des conclusions quant à la construction du parti révolutionnaire. Dans les textes traduits et publiés par *Les Temps modernes*, les camarades de LC expliquaient déjà que leur force fut de comprendre les premiers qu'ils pouvaient prendre appui, pour construire leur organisation, sur le courant de radicalisation ouvrier qui passait largement hors des rangs du PCI, sans attendre une hypothétique crise ou fracture de celui-ci.

Mais, qu'il soit possible de jeter les bases d'une organisation révolutionnaire hors des partis réformistes traditionnels ne signifie pas que, du point de vue de la conquête du pouvoir, on puisse les ignorer ou les contourner. Or, les camarades passent de la première idée à la seconde : « Non seulement la solidité de l'édifice révisionniste, mais le caractère prolongé de la crise capitaliste et impérialiste, modifient l'hypothèse d'une précipitation verticale de l'équilibre politique et social, d'un brusque changement de camp des masses, d'un rapide développement insurrectionnel conduit par le parti révolutionnaire. » Un tel développement nous paraît surestimer la solidité et la cohésion de l'édifice révisionniste (ou stalinien). Et, faute d'une tactique adéquate pour en saper la base, pour en exploiter les contradictions et les accentuer, les camarades paraissent se replier sur une position en dernière analyse défaitiste : le temps fera son œuvre, le changement de camp des masses n'aura pas le caractère d'une crise brusque mais d'une lente érosion. Et nous retrouvons l'idée de crise prolongée, extrapolation impressionniste du Mai rampant italien,

opposée à l'hypothèse d'un rapide développement insurrectionnel.

Pourtant, à la différence des ultra-gauches vulgaires, les camarades de LC sont conscients du caractère contradictoire des organisations réformistes. Ils expliquent que le PCI exprime une direction bourgeoise, mais que la compréhension de sa politique et de sa nature serait déficiente, si l'on n'ajoutait pas « qu'en dernière instance son sort est lié au maintien de son influence sur la classe ouvrière, qui constitue la condition de sa force et de son autorité ». Les camarades mettent même le doigt sur certaines contradictions réelles : « Quelle est, dans cette situation, la juste tactique révolutionnaire ? Certainement pas celle qui consiste à suivre idéologiquement le révisionnisme dans sa banqueroute dans l'intention de devenir ses exécuteurs testamentaires ; mais de renforcer l'autonomie du mouvement, de travailler dans ses luttes et ses organisations de base à la conquête de la direction révolutionnaire, de réduire l'espace d'utilisation du révisionnisme, pour accentuer au contraire les contradictions avec les besoins nationaux et internationaux de la restauration capitaliste, d'utiliser le rapport contradictoire entre l'organisation révisionniste et les masses comme un tremplin pour l'action générale et unitaire des masses. » Mais cette définition de la juste tactique demeure à un niveau d'assez grande généralité. Nulle part on ne trouve d'exposition concrète de la forme que revêt le développement de l'« autonomie ouvrière », au niveau de la tactique : ni des formes précises d'auto-organisation, ni une perspective de tendance syndicale, ni une formule générale de gouvernement des travailleurs. Nous reviendrons plus loin sur ce dernier aspect sur ce dernier aspect.

Mais nous avons surtout été surpris de sur ce dernier aspect n'entendre, tout au long du

congrès, aucune intervention systématique sur la question du travail dans les syndicats ou de l'auto-organisation des luttes.

En ce qui concerne les syndicats, leur « institutionnalisation » est mise sur le même plan que l'avènement de la démocratie parlementaire. Ils sont donc perçus comme un instrument de manipulation para-étatique, leur caractère contradictoire est moins analysé que celui du PC. Il en résulte que leur utilisation, loin de relever d'une orientation précise, se limite à l'intervention ponctuelle ou conjoncturelle dans les structures syndicales, à une politique de présence là où existent des militants trompés mais honnêtes, voire à un soutien empirique, non exempt de glissements opportunistes, aux éléments de la gauche syndicale. Mais il ne s'agit en aucun cas de considérer les syndicats comme une structure élémentaire de front unique au sein de laquelle on affirme une tendance de lutte de classe sur la base d'une plate-forme de défense des revendications unifiantes et de l'indépendance de la classe.

De la même façon, la bataille pour les formes d'auto-organisation de la classe (assemblées générales souveraines, comités de grève élus et révocables) n'apparaît pas comme un axe central. De sorte que, face à la récupération partielle des conseils de délégués par l'appareil syndical sous contrôle bureaucratique, les camarades de LC semblent s'en tenir à une attitude variable, d'utilisation tactique de ces conseils, selon les lieux et les circonstances, sans perspective centrale d'ensemble ; autrement dit, la perspective « stratégique » de l'autonomie ouvrière demeure passablement désincarnée, en dehors des médiations tactiques de son application. En ce qui nous concerne, nous lions la bataille pour l'auto-organisation démocratique de la classe au

développement des expériences de contrôle ouvrier, dont elles sont le support indispensable. Ainsi, dans son rapport politique, le camarade Soffri constate : que ce « serait une grave erreur politique que d'abandonner la lutte dans les conseils, au moment où on veut les soumettre à une normalisation bureaucratique définitive ; mais les conseils d'usine n'ont pas aujourd'hui, dans une situation décisive, la force de diriger la lutte de l'usine et encore moins de servir de tremplin à sa généralisation. La tendance est significative et féconde, qui précise une redistribution de la représentativité ouvrière en fonction de l'initiative directe des luttes et d'une nouvelle communication de directions dans l'usine à partir des avant-gardes réelles ».

Si une telle appréciation peut donner lieu à des prises de position au coup par coup, elle ne peut en rien fonder une ligne générale. Et, faute d'une ligne définie, claire et ferme, face aux réformistes, l'émiettement des choix tactiques, laissés à l'évaluation de rapports de force locaux, ne peut que favoriser les adaptations les plus diverses, y compris par rapport aux appareils réformistes.

Ainsi, le résultat général de ces indéfinitions quant à l'orientation face aux réformistes, c'est que la tactique que Lotta Continua cherche à définir pour la conquête de la majorité de la classe se dilue et disparaît. À la place, il ne subsiste que l'idée générale de l'autonomie ouvrière, une stratégie quelque peu cul-de-jatte, en somme. Au lieu d'une épreuve de force avec les réformistes pour la conquête des masses, on en revient à une sorte de spontanéisme originel : la dynamique de l'autonomie ouvrière y pourvoira... Le débordement des réformistes sera assuré par la croissance progressive, dans la « crise prolongée, de l'autonomie ouvrière sans que la tactique unitaire concrète face aux organisations réformistes

majoritaires devienne jamais un problème central.

Ce contournement d'un problème crucial ne peut que favoriser une vision gradualiste, qui affleure bel et bien dans de multiples formules. Dans la thèse sur la question de la tactique, il est encore écrit : « Conquérir la majorité à la révolution dans une crise du capital qui prend une forme prolongée (et qui exclut donc bien davantage et autrement qu'il y a cinquante ans l'effondrement soudain du régime capitaliste et la transformation soudaine des rapports de forces au sein des masses entre la minorité révolutionnaire et l'organisation majoritaire révisionniste et réformiste), c'est le problème de la tactique. » Les camarades poursuivent : « Sur le terrain général, nous orientons notre tactique face à la direction majoritaire du prolétariat sur la base de l'analyse de ses contradictions. En dernière instance, celles-ci se réduisent à la contradiction entre une direction bourgeoise et la nécessité de conserver la représentativité du mouvement de classe. Cette contradiction est maîtrisée par l'organisation révisionniste quand l'autonomie anticapitaliste de la classe ouvrière est relativement plus faible, elle devient à l'inverse toujours plus difficile à mesure que croît l'autonomie ouvrière. » On voit mal quel est le rôle tactique de l'avant-garde organisée, si la croissance de l'autonomie ouvrière porte d'elle-même à leur point de rupture les contradictions des organisations réformistes, à supposer encore que l'autonomie ouvrière croisse effectivement de façon linéaire, ce que semblent contredire les cent dernières années d'histoire du mouvement ouvrier. À moins encore que l'abandon de la ligne économiste, mère de tous les maux, et l'ouverture d'une crise prolongée, relativement autonome par rapport aux cycles du mode de

production capitaliste, suffisent à assurer pour l'avenir ce qui ne s'est pas produit par le passé : une croissance déferlante de l'autonomie ouvrière submergeant les vieilles bureaucraties réformistes, et dont l'avant-garde révolutionnaire ne serait que la pointe avancée. Nous devons souligner à ce propos que les camarades parlent « d'avant-garde à caractère de masse » comme nous utilisons dans nos textes la notion d'avant-garde large ou d'avant-garde à caractère de masse. Certes, nous désignons par là, partiellement au moins, le même phénomène : la formation dans la lutte d'une avant-garde. Mais, pour les camarades, cette notion ne désigne que la partie avancée de l'autonomie ouvrière en constitution, sans pratiquement faire intervenir de critères politiques désignant des ruptures au sein du mouvement ouvrier organisé. Pour nous, la notion d'avant-garde large ne désigne pas seulement un certain degré de combativité ouvrière, elle exprime aussi l'idée d'une rupture, encore partielle ou empirique, avec la stratégie réformiste, et elle débouche sur des problèmes de tactique unitaire : comment prendre appui sur l'avant-garde large, la mobiliser, sans diviser le mouvement ouvrier, mais au contraire en vue d'imposer aux réformistes l'unité d'action. Cette absence de perspective, le manque de préoccupations systématisées à ce sujet est confirmé par le fait qu'aucune des thèses du congrès de LC n'est consacrée à une analyse précise de l'extrême gauche italienne et de la tactique unitaire en son sein et en direction des réformistes.

Nous pensons qu'on retrouve là les plus vieilles illusions spontanéistes et les plus solidement théorisées. Celles qui naissent de l'extrapolation théorique de la situation donnée. Ainsi, les conseillistes allemands, les Görter, les Pannekoek, ont cru en leur temps

que la crise qui avait secoué l'Allemagne entre 1919 et 1923 s'éterniserait ; ils ont cru que le prolétariat était entré dans une sorte d'âge adulte, de croissance organique, et que les conseils nés de la crise iraient désormais se développant, hors et contre les vieux appareils bureaucratiques. Une fois gâchées les sur ce dernier aspect occasions de la crise révolutionnaire, une fois perdue la chance de conquérir le pouvoir, les conseils ont déperî, quand ils n'ont pas été institutionnalisés par la social-démocratie sous forme de comités d'entreprise.

Ainsi encore, après Mai 68, les maoïstes français ont cru que « le vent d'Est l'avait définitivement emporté sur le vent d'Ouest », que l'idéologie prolétarienne était devenue plané- tairement dominante, que les appareils syndicaux réformistes étaient en déroute et que les bureaucrates rasaient les murs à Renault. Ils ont commencé par prendre leurs désirs pour des réalités, par croire éternel le moment privilégié de la crise ; beaucoup ont fini par se contenter de prendre la réalité pour désir en regagnant les rangs du PS, ou de la gauche syndicale, ou du mandarinat universitaire, ou plus simplement leurs pantouffles.

Les camarades de LC, avec les nuances qu'implique la situation de crise rampante italienne, semblent développer les théorisations qui vont dans ce sens. S'ils peuvent se le permettre, c'est que la crise endémique en Italie nourrit une expérience ouvrière plus riche et profonde qu'en France. Toutefois, cette expérience a une limite, c'est qu'elle ne s'est pas réellement frottée au problème du pouvoir. Les grévistes français de Mai 68 ont entrevu le bond considérable qu'il leur faudrait accomplir pour se hausser à l'épreuve de force finale avec l'appareil d'État. L'existence de l'État fort comme interlocuteur stimule contradictoire-

ment la tendance à la généralisation, à la centralisation des luttes : Mai 68, les luttes de la jeunesse au printemps 1973, les grèves des banques ou des postes l'ont illustré à leur façon. Cet « horizon politique des luttes est le meilleur remède contre toute illusion gradua- liste dans l'extrême gauche, contre tout relent d'idéologie évolutionniste.

À l'inverse, l'idée que la croissance de l'au- tonomie ouvrière viendra à bout des réfor- mistes ressemble à une tautologie : qu'est-ce qui assurera cette croissance de l'autonomie ouvrière et sa non-récupération bureaucra- tique ? Cette croissance suppose un temps homogène, linéaire, où le dénouement vient à son heure ; elle limite le rôle du parti d'avant- garde comme détachement de combat, collec- tif d'élaboration sur ce dernier aspect et ins- trument tactique d'une stratégie. Le temps de la lutte des classes est au contraire un temps syncopé, de crises et d'épreuves de force, où le problème du pouvoir, comme le disait Rosa Luxemburg, se pose toujours à son heure et pourtant trop tôt. À son heure parce qu'il sup- pose l'existence d'une classe ouvrière déjà suf- fisamment forte. Et trop tôt parce que l'effet de surprise, qui trompe la bourgeoisie, sup- pose aussi que l'avant-garde révolutionnaire est encore peu développée, affermie sur ses racines. Quelle doit être la tactique en Italie au cas où surviendrait une crise révolution- naire, avant que la croissance de l'autonomie ouvrière ait assuré la majorité dans la classe à une orientation révolutionnaire proléta- rienne ? C'est surtout à cette question qu'il faut répondre, car elle exprime l'hypothèse et les échéances les plus probables. Or, la pers- pective stratégique d'ensemble développée par les camarades de Lotta Continua, l'indéfini- tion des orientations tactiques par rapport aux réformistes, laisse une place béante aux

improvisations tactiques au coup par coup, d'autant plus propices aux glissements oppor- tunistes » qu'elles sont considérées comme secondaires et provisoires.

Le PC au gouvernement ?

Ces dangers deviennent particulièrement clairs sur la question de la perspective gouvernemen- tale... Les camarades partent d'un rejet des formulations avancées par d'autres courants d'extrême gauche : « La formulation du type « gouvernement de gauche » dans laquelle sem- ble affleurer un rééquilibrage des forces à tra- vers une coalition composite (entre socialistes, certains secteurs catholiques et certains sec- teurs de la gauche révolutionnaire) a tout l'air d'une opération de candidature au remplace- ment de la Démocratie chrétienne (DC) dans la gestion de la crise et de la restructuration. » À ces formulations opportunistes d'alliances inter- classistes dans le pire des cas et de ralliement aux réformistes sous prétexte de front uni, les sur ce dernier aspect camarades de LC oppo- sent une politique qui prétend au réalisme en évitant d'entretenir des illusions sur les direc- tions réformistes et leur éventuel passage du côté de la révolution sous la pression des masses.

Mais ce souci de réalisme, quels qu'en soient les arguments, d'ailleurs variables, se traduit en fait par une caution à la politique de compro- mis historique du PCI. Les camarades ont avancé la formule : « PC au gouvernement. » Nous avons cru, dans un premier temps, qu'il s'agissait d'une recherche de formule transi- toire, de type « gouvernement PC ». Après éclair- cissements, il semble bien plutôt qu'il s'agisse d'exiger l'entrée du PC au gouvernement aux côtés de la démocratie chrétienne. Il s'agit d'exi- ger la réalisation immédiate du compromis his- torique au niveau gouvernemental. Le plus sim-

ple, et le plus fidèle à ce propos, consiste à se reporter au rapport d'Adriano Soffri lui-même.

Il exprime d'abord : « Un changement de régime qui aurait pour axe la présence du PCI au gouvernement signifierait, de par le processus même dont il serait l'aboutissement, une réduction drastique dans les possibilités d'une gestion drastique de la crise. » Plus loin, il explique encore : « Tout cela signifie que le rôle majoritaire du PCI se fait plus contradictoire et vulnérable, mais il ne tend pas purement et simplement à disparaître. Un gouvernement avec le PCI ne supprimerait pas simplement cette double tendance, mais l'exacerberait au contraire, radicalisant la contradiction entre le PCI et le programme fondé sur les besoins du prolétariat, d'une part, la contradiction entre le PCI et la bourgeoisie, de l'autre. La tragique phrase de l'ouvrier chilien (« c'est un gouvernement de merde, mais c'est mon gouvernement ») vaudrait encore dans notre situation bien que le rapport de forces et la maturité de l'autonomie ouvrière soient autres. »

Plusieurs idées se mêlent ici. L'idée selon laquelle l'accession du PCI au gouvernement exprimerait, même de façon déformée et dégaugée, la poussée de la classe ouvrière. L'idée selon laquelle la présence du PCI au gouvernement aggraverait les contradictions du système capitaliste et de ses représentants politiques directs (LC). Avec cela, nous sommes d'accord, dans une certaine mesure que nous précisons aussitôt : c'est que, si la participation gouvernementale du PCI ne constitue pas la solution de rechange souhaitable, à froid, pour la bourgeoisie (dans la mesure où elle redoute la dynamique sociale qui se profile derrière, et non les projets politiques du PC lui-même), il ne faut cependant pas minimiser le fait qu'en dernier recours, en cas de crise ouverte, le PC sera bel et bien l'ultime solution de la bourgeoisie. Et

que c'est pour mieux se préparer à ce rôle qu'il prend d'ores et déjà des engagements programmatiques de respect des institutions établies, de respect de la propriété privée, et qu'il s'efforce de nouer une alliance avec le parti le plus représentatif de la bourgeoisie, à travers le compromis historique. Aussi, ne présenter dans l'accession du PCI au gouvernement que l'aggravation des contradictions qui en résulterait demeure unilatéral. Le camarade Soffri en est d'ailleurs conduit à minimiser le rôle que les réformistes seraient amenés à jouer : « Beaucoup, dit-il, semblent craindre, dans une situation de ce type, les dangers représentés par le rôle répressif du PCI. Le rôle indubitablement et irrémédiablement répressif, lié à la nature de l'organisation révisionniste, ne peut prévaloir aujourd'hui face à l'autonomie des masses et pourrait difficilement l'emporter sur un mouvement de masses issu d'une offensive victorieuse. » Le problème, pour nous, n'est pas seulement dans le rôle répressif du PCI (encore que l'exemple de la guerre civile espagnole nous rappelle qu'il doit être pris au sérieux), mais dans le fait que ce rôle peut d'autant mieux s'exercer que les masses auront été préalablement désarmées.

Reprenons les deux éléments qui interviennent et parfois se mêlent pour justifier le mot d'ordre du PCI au gouvernement. D'abord, un argument qui relève de la politique du pire : les contradictions seraient portées à un point de rupture. Ensuite, un argument plus dangereux : le passage du PCI au gouvernement serait une étape nécessaire pour éclairer son rôle réel, enhardir les masses, les émanciper de son influence, bref, porter en avant l'autonomie ouvrière.

En ce qui concerne le premier argument, il faut bien comprendre toute la portée de la contradiction. Certes, le PC au gouvernement

peut être interprété par les masses comme une victoire et un encouragement à leurs luttes. Mais la bourgeoisie ne se résoudra, pour cette même raison, à lui laisser une place ou gouvernement, qu'en situation de crise extrême, pour gérer le système, comme il s'y engage d'ores et déjà. Sa présence au gouvernement constituera donc alors, en même temps qu'un encouragement, un frein, une diversion visant à canaliser l'énergie des masses vers des objectifs strictement démocratiques sur ce dernier aspect et non vers un bouleversement révolutionnaire. Mobiliser les masses dans cette perspective de participation gouvernementale ne peut que les laisser ensuite désarmées face aux coalitions et alliances de collaboration tramées dès à présent par les staliniens. Il faut au contraire insister dès maintenant sur le fait que l'auto-organisation des masses, le développement de comités de soldats, la lutte pour le contrôle ouvrier sont les meilleures garanties que puissent se donner les travailleurs contre les combinaisons gouvernementales avec des partis bourgeois.

Il serait encore plus dangereux d'accréditer l'idée que le passage du PC au gouvernement constituerait une étape indispensable sur la voie de l'autonomie ouvrière. Mai 68 en France a montré que l'auto-organisation peut progresser à pas de géant dans le cadre d'une grève générale. Il est éducatif de prendre appui sur ces exemples pour montrer que si une victoire électorale peut stimuler la mobilisation des masses, la montée de leurs luttes et le développement de leurs formes d'organisation ne passent pas forcément par là ! Faute de quoi, le prétendu « réalisme politique » serait en fait la meilleure initiation à l'électoralisme tout court.

Nous sommes bien conscients du problème qui nous est posé. Il ne suffit pas de promouvoir l'auto-organisation à la base, les conseils,

les comités... La question du pouvoir peut nous être posée alors que ces embryons du futur pouvoir prolétarien ne sont encore qu'épisodiques et inégalement développés, et alors que les directions réformistes gardent la confiance de l'écrasante majorité des travailleurs. Nous ne pouvons nous contenter de répondre que nous ne serions alors pas prêts et qu'il ne nous resterait qu'à reporter nos responsabilités au surlendemain. C'est à cette situation contradictoire que répond selon nous la formule de «gouvernement des travailleurs» ou de «gouvernement des organisations ouvrières». Il s'agit d'exiger des organisations majoritaires dans la classe qu'elles prennent le pouvoir quand les masses les y poussent, sans alliance avec des partis bourgeois, par des voies électorales ou non. Cette formule est pour nous le couronnement de la politique de front unique de classe. Elle ne vise pas seulement à offrir une solution concrète, correspondant aux rapports de forces de l'heure, mais de montrer aux masses que les réformistes ne sont prêts à aller au gouvernement qu'à certaines conditions, qui garantissent le maintien de la légalité et de l'État capitaliste, et non pour appliquer le programme anticapitaliste qui exprime les besoins objectifs nés de la lutte. Mais pour que cette formule ne serve pas de simple marchepied aux pactes de collaboration réformiste, elle doit respecter un critère fondamental, celui du maintien de l'indépendance de classe. Ainsi, à l'Union de la gauche avec des partis bourgeois (radicaux), nous devons opposer la perspective d'un gouvernement des organisations ouvrières sans ministres bourgeois, de même qu'au Chili, après octobre 1972, parallèlement à la structuration des cordons industriels et des commandos communaux, il fallait se battre pour la rupture des liens entre les partis ouvriers réformistes et la bourgeoisie,

pour l'expulsion des ministres militaires, la formation sans exclusive d'un gouvernement des seules organisations ouvrières appuyées sur les cordons et les commandos. Même quand elles restent du domaine de la propagande, ces formules martèlent la nécessité de l'indépendance de classe; elles opposent en permanence, à toute forme de coalition ou de front interclassiste, un front uni de classe.

C'est pourquoi, si nous pouvons, sur la base d'une montée des luttes comme celle de l'automne 1974, exiger des partis réformistes qu'ils prennent le gouvernement, nous prenons soin de ne pas cautionner leur politique d'alliance en appelant l'Union de la gauche au pouvoir; nous exigeons un gouvernement PC-PS pour la satisfaction des revendications ouvrières issues de la lutte. Demander purement et simplement que le PCI entre dans le gouvernement, aux côtés de la Démocratie chrétienne, n'arme au contraire en rien les travailleurs contre les pactes de collaboration de classes. Cette sur ce dernier aspect demande est même d'autant plus dangereuse que, dans le prolongement de la lutte pour l'indépendance nationale, elle risque fort d'apparaître comme l'étape de démocratie renouée et de restauration de la souveraineté nationale, puisque ces thèmes font aussi partie du programme du PC.

Ces dangers se retrouvent dans la présentation des consignes de vote, par le camarade Soffri. Il explique: «Nous ne faisons pas sur ce dernier aspect dépendre l'opportunité d'appeler à un vote PC de l'évolution de la ligne politique du PCI. À la différence d'autres, nous ne nourrissons pas d'illusions sur la ligne politique du PCI.» Nous ne pouvons qu'être d'accord: lorsque nous appelons nous-mêmes à voter pour un parti ouvrier réformiste, nous le faisons en fonction de ses liens avec la classe, de la perception d'un tel vote comme vote de

classe, et non en vertu d'un quelconque soutien critique à son programme.

Mais si l'on met en rapport l'idée de crise prolongée qui doit permettre le mûrissement de l'autonomie ouvrière avec le mot d'ordre d'entrée du PC dans un gouvernement bourgeois, et avec la défense de la neutralité et de l'indépendance de classe nationales, comme «perspective réelle», il se dégage un faisceau d'éléments qui, tout en gardant pour horizon la tendance générale à l'autonomie ouvrière, dessinent bel et bien une étape intermédiaire, une première échéance sanctionnée par la participation du PC au gouvernement.

On peut dire, dans un premier temps, qu'il ne s'agit que d'un moyen d'accroître les contradictions du régime, mais on peut être amené par la même logique à soutenir de façon critique la politique même du PC. Surtout, en mettant le doigt dans cette voie, on ne place pas l'accent principal sur l'organisation unitaire, sur ce dernier aspect démocratique et indépendante de la classe. Même si on continue à parler de façon générale, sans en préciser les concrétisations tactiques, de l'autonomie ouvrière, elle ne tardera pas ainsi à devenir une lointaine référence, alors que les échéances immédiates, les compromis «réalistes» envers le réformisme occuperont l'avant-scène et, peu à peu, finiront par occuper l'esprit même des militants.

Nous savons que les contradictions à résoudre ne sont pas simples. Nous avons eu nous-mêmes, dans la préparation de notre congrès, de longs débats sur le même sujet. Mais il devrait exister au moins un point de départ à cette discussion. C'est qu'il nous semble difficile, de la part des camarades de Lotta Continua, de se réclamer de l'autonomie ouvrière comme fil conducteur stratégique, et de pousser en même temps les masses qui suivent le

Parti communiste sur ce dernier aspect dans les bras de la Démocratie chrétienne...

La construction du parti

Nous aborderons rapidement un dernier problème, celui de la conception du parti.

Dans leur effort de systématisation, les camarades de LC font découler la conception du parti du dépassement, tel qu'ils le conçoivent, de l'économisme et de la division entre l'économisme et le politique, entre programme minimum et programme maximum, entre avant-garde et masses, « entre le parti de masse électoral de la droite révisionniste et le parti de cadres sectaire et conspiratif, coupé de la masse, de la gauche révisionniste ». La question est donc simple : le parti doit être l'avant-garde naturelle du mouvement des masses, ce qui se trouvera largement illustré par la définition du membre du parti. Nul besoin de souligner combien cette simplification est tributaire d'une conjoncture donnée de montée ouvrière. Qu'aurait été le parti en période de reflux, ou de stagnation, du mouvement des masses, comme au milieu des années cinquante ?

Ou alors, était-il simplement normal qu'il n'en existât pas, son apparition étant réservée aux périodes de montée ? Pourtant, il y avait alors même des tâches qui ne pouvaient attendre (Algérie, Vietnam). Une telle conception fait, selon nous, le lit de dangereuses démissions politiques et théoriques.

D'autant que pour étaper leur définition du parti, les camarades de Lotta Continua donnent pour exemple le Parti communiste chinois. « Les statuts approuvés par le X^e congrès du PCC sont le meilleur exemple du rapport organique entre parti et classe et une référence fon-

damentale pour la définition de nos statuts. La désignation des membres du PC chinois appelle l'intervention active des masses sans parti. C'est l'exemple d'une conception substantielle et non formellement disciplinaire du centralisme démocratique qui ne règle pas seulement les rapports au sein du parti mais aussi et surtout le rapport entre avant-garde et masses. Cette conception vaut dans sa substance pour tout parti révolutionnaire quelle que soit la forme particulière des circonstances particulières où il agit. Appeler les masses à désigner les membres du parti signifie pour nous, avant tout, gagner au parti ceux que les prolétaires reconnaissent comme les dirigeants de leur lutte. »

Nous ne voulons pas nous attarder sur l'exemplarité discutable des statuts du X^e congrès du PCC, ni sur les pratiques qu'ils n'ont pu empêcher : bien malin celui qui connaît les raisons réelles de l'éviction de Lin Piao. Mais nous voulons surtout souligner la situation radicalement différente entre un PC au pouvoir et un parti révolutionnaire qui doit le conquérir, parfois clandestin, souvent temporairement à contre-courant de l'idéologie dominante des masses, comme le furent les internationalistes zimmerwaldiens, de Lénine à Rosa, de Trotski à Liebknecht, comme le furent en France les premiers militants des réseaux de soutien au FLN algérien, comme le sont les militants antisionistes révolutionnaires en Israël. Le PC chinois est un parti au pouvoir. Un parti au pouvoir ne draine pas forcément l'avant-garde de la classe, mais aussi un flot d'arrivistes et d'intrigants. Théoriquement, les masses sont libérées du joug capitaliste, il est donc juste qu'elles exercent un certain contrôle sur les membres du parti ? Déjà, au début des années vingt, les bolcheviques avaient décidé l'épuration permanente de leur

propre parti sous contrôle des masses. Il faut cependant noter que cette préoccupation ne peut se concrétiser que dans certaines limites puisque, aussi longtemps que subsiste un système impérialiste dominant, les perspectives internationalistes révolutionnaires et les aspirations spontanées des masses ne coïncident pas forcément.

Toute autre est la situation d'un parti qui lutte pour la conquête du pouvoir dans des conditions hostiles. Soumettre ses membres à la désignation ou à la ratification des masses peut donner libre cours aux pires pratiques démagogiques, et ouvrir largement le parti aux pressions des secteurs les plus arriérés des masses. En 1914, les masses acclamaient Jules Guesde et non les internationalistes fidèles aux principes. À moins encore qu'on ne conçoive la construction d'un parti révolutionnaire qu'au moment privilégié où la montée des masses va de pair avec une élévation soudaine de leur niveau de conscience. Car si les masses étaient en tous temps capables de choisir le parti qui représente leurs intérêts historiques, révolutionnaires, cela voudrait dire qu'elles ont déjà dans leur grande majorité une conscience de classe révolutionnaire ; on ne voit pas alors pourquoi le problème de la conquête du pouvoir ne serait pas réglé depuis fort longtemps.

Les statuts de Lotta Continua stipulent : « Pour les nouveaux membres du parti qui proviennent d'une situation de masse, on devra tenir compte du jugement des masses. Pour les nouveaux membres du parti qui ne proviennent pas d'une expérience de masse, on établira une période de candidature d'une durée de trois à six mois. » Si le souci de recruter des militants trempés au travail de masse est tout à fait compréhensible, elle ne peut constituer qu'une condition nécessaire, mais non suffisante. Sans quoi, le niveau de conscience, la maturité poli-

tique inégale des militants deviendrait une entrave au plein exercice de la démocratie interne dans l'organisation.

D'autant plus que, dans les textes statutaires de LC, les modalités concrètes de cette démocratie sont peu définies, et le droit de tendances purement absent. On trouve bien des passages généraux sur la garantie de la démocratie : « Il est absolument interdit d'étouffer la critique, de freiner la discussion, d'intimider. Il est essentiel de créer une situation où existent tant le centralisme que la démocratie, la discipline que

la liberté, la volonté unanime que la sérénité et la créativité individuelles. » Mais pour nous, le fonctionnement de la démocratie à l'intérieur d'une organisation doit être codifié, le droit de tendance défini, faute de quoi, les meilleures promesses démocratiques n'empêchent pas que s'instaurent de fait des pratiques au mieux paternalistes, au pire bureaucratiques. Surtout lorsqu'on reconnaît, sans en définir les conditions pratiques d'exercice, « le droit à l'opposition dans le parti à condition qu'elle ne fraie pas la voie à l'intrigue et au fractionnisme,

qu'elle ne soit pas le produit de l'infiltration de l'ennemi de classe » ; définitions assez vagues pour donner prise à l'arbitraire.

Nous devons, pour finir, remarquer que les directions de Lotta Continua sont élues sur listes, à bulletins secrets, ce qui tranche favorablement par rapport aux élections sur listes bloquées et à main levée du Manifesto et du Parti d'unité prolétarienne (PDUP).

Quatrième Internationale n° 20-21 nouvelle série, printemps 1975.